

CE/78/3  
Madrid, juin 2006  
Original : français

Soixante-dix-huitième session  
Quito (Équateur), 27 et 28 juin 2006  
Point 3 de l'ordre du jour provisoire

## **RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL**

### **Note du Secrétaire général**

Les Membres du Conseil trouveront ci-après et pour considération, le rapport du Secrétaire général au Conseil exécutif.

## **RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL**

Le présent rapport traitera de trois thèmes :

- la situation du marché touristique en 2006 ;
- l'évolution de l'Organisation mondiale du tourisme depuis la seizième session de son Assemblée générale à Dakar, et
- les perspectives de notre Institution pour les deux ans qui viennent.

---

### **1. LE MARCHÉ TOURISTIQUE MONDIAL EN 2006**

Au cours des premiers mois de 2006, le tourisme international a continué sur sa lancée de l'année 2005, au cours de laquelle il avait progressé de quelque 5,5 pour cent pour les arrivées et franchi la barre symbolique des 800 millions. Cela signifie une croissance remarquable dans l'environnement troublé qui a été celui des dernières années : 100 millions de plus en trois ans !

La bonne tenue de l'économie mondiale (le Fonds monétaire international a porté récemment de 4,3 à 4,9 pour cent sa prévision de croissance globale pour l'année en cours) constitue le facteur principal de cette tendance positive, qui s'observe dans toutes les parties du monde à des degrés divers : de « modérée » en Europe occidentale, à « extrêmement forte » en Asie-Pacifique.

Trois grandes incertitudes continuent de planer sur cette tendance à une croissance soutenue, mais aucune d'elles, pour l'instant, ne paraît devoir la remettre fondamentalement en cause.

La première tient aux attaques de nature terroriste lesquelles continuent de prendre pour cibles des visiteurs étrangers ou des installations touristiques, la dernière en date étant celle de Dahab, dans le Sinaï égyptien. Les touristes sont plus que jamais des objectifs de routine pour des groupes terroristes à la recherche de la publicité de leurs tristes actes. Mais il doit être noté que le marché réagit désormais moins brutalement et plus rationnellement que par le passé à ce type de difficultés ; les consommateurs faisant mieux la part des choses et intégrant simplement la préoccupation de sécurité, parmi d'autres considérations, dans leur choix de leurs destinations. En conséquence, l'impact de telles attaques tend à se réduire. La coopération internationale y contribue aussi. Quand les temps sont durs, notre Organisation sert de vecteur de solidarité entre ses membres. Peu à peu, les destinations prennent conscience qu'en situation de crise, elles cessent d'être concurrentes pour devenir partenaires. Il en va de même lorsqu'on est en présence de désastres naturels comme le tsunami d'Asie du Sud-Est, les cyclones de la Caraïbe ou le récent séisme de Jogjakarta en Indonésie.

La hausse spectaculaire du prix du pétrole brut, avec ses répercussions sur celui du kérosène des avions, constitue le deuxième risque potentiel dès lors que les cours mondiaux atteignent ou dépassent les 70 dollars par baril, et que tout indique qu'il ne s'agit pas là d'un « choc » pétrolier, comme ceux connus dans le passé, mais de l'entrée de l'économie mondiale dans une phase durable de son histoire, caractérisée par un prix structurellement élevé de l'énergie. Il nous faut au demeurant mettre les choses en perspective. Bien qu'en valeur nominale, le prix du baril atteigne un niveau sans précédent, en valeur réelle, il est encore en deçà des sommets du début des années 1980 et du début des années 1990. En fait, le baril qui coûtait quelque 40 dollars en 1980 reviendrait aujourd'hui, à prix constants en terme de pouvoir d'achat (après déflation de la valeur à prix courants par l'indice des prix à la consommation), à environ 94 dollars.

Une étude récente de l'OMT confirme que, dans les conditions actuelles, l'industrie du tourisme et du transport aérien ne souffre que modérément de ce contexte, à l'exception des compagnies nord-américaines déjà fragilisées avant qu'il apparaisse, et de celles de nombreux pays en développement qui ne disposent pas de la surface financière pour se protéger par des achats anticipés, contre les hausses intempestives.

Enfin, le troisième motif de préoccupation concerne la possibilité d'une pandémie humaine de grippe aviaire. Mais, à ce stade, celui d'une épizootie, cette crainte n'affecte que marginalement les déplacements touristiques. Le message de l'OMT qu'aucun risque n'est encouru lors d'un déplacement, même dans des zones où les populations d'oiseaux peuvent être atteintes, dès lorsque les recommandations formulées par les autorités sanitaires sont observées, paraît avoir été entendu.

Il apparaît, en définitive, qu'au cours de ces dernières années, les barrières non tarifaires aux voyages sont devenues plus importantes que les obstacles proprement économiques ou commerciaux et le Secrétaire général a eu l'occasion récemment de s'en entretenir avec le Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce. L'épidémie de SRAS a fait plus de dégâts que la hausse des cours du pétrole brut ou le tsunami d'Asie du Sud-Est. Les principales difficultés tiennent aujourd'hui à l'appréhension qui résulte d'un risque d'attentat à l'occasion d'un voyage, à la multiplication des contraintes de sécurité, au durcissement des règles d'imposition des visas, aux pratiques restrictives adoptées en matière d'immigration, et à la prolifération déraisonnable des « conseils aux voyageurs » émis par les gouvernements pour y faire face, problème que nous avons largement abordé lors de notre Assemblée de Dakar.

Dans ces conditions, et malgré ces obstacles, une croissance, qui pourrait se situer entre 4 et 5 pour cent, des arrivées internationales, demeure une prévision raisonnable pour l'année 2006. On notera qu'elle correspond à la tendance de fond sur la longue période, telle qu'elle avait été estimée dès 1995 par la « Vision 2020 » de l'OMT. Les conclusions de cette prévision à long terme demeurent ainsi très largement valides au delà des effets à court terme des chocs de différentes natures qui auront marqué ces dernières années.

Le besoin de se déplacer pour prendre des loisirs ou pour un voyage d'affaires, de santé ou encore pour des motifs religieux, est désormais si profondément enraciné dans notre société moderne, qu'il tend à solidifier la demande touristique et confère à notre industrie la capacité de surmonter tous les obstacles qu'elle rencontre sur le chemin de son expansion.

## **2. L'ORGANISATION MONDIALE DU TOURISME DEPUIS L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE DAKAR**

Il est fait rapport, au cours de la présente session, sur les activités de l'OMT conduites depuis sa dernière Assemblée générale dans le cadre de son programme de travail 2006-2007. Les quelques mois qui se sont écoulés depuis celle-ci, ont été particulièrement actifs pour l'Organisation et son Secrétariat.

L'événement principal a certainement consisté en la tenue en avril à Madrid, à notre invitation et à celle du Gouvernement espagnol, du Conseil des Chefs de Secrétariat des Nations Unies et de diverses réunions adjacentes. Cette session, dont le succès a été indéniable grâce, notamment, à l'appui remarquable du pays-hôte, a contribué à accroître la visibilité de notre Institution au sein du système. L'OMT n'est plus seulement perçue comme la plus récente et la plus petite des institutions spécialisées, mais, ainsi que l'a souligné le Secrétaire général Kofi Annan en s'adressant à notre personnel en cette occasion, comme une Institution chargée d'une grande mission dans un secteur économique majeur, dont la contribution à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement peut s'avérer décisive.

On notera qu'à côté des chefs d'agences et de programmes présents en leur quasi totalité, ont également participé à ces rencontres, les Directeurs généraux du Fonds monétaire international (FMI) et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), un Vice-Président de la Banque mondiale, les Premiers Ministres de Norvège et du Pakistan, et d'autres personnalités importantes.

Parmi les autres événements et activités notables, on signalera :

- la participation de l'OMT aux Foires touristiques de Madrid (FITUR) et de Berlin (ITB), accompagnée de la tenue de diverses réunions et séminaires techniques, en particulier, à Berlin, la première session du Conseil des destinations, le Forum ST-EP et la première réunion du Comité directeur de la Fondation ST-EP (la seconde étant prévue à Quito immédiatement avant le Conseil exécutif) ;
- la tenue de quatre commissions régionales : Europe (Kazakhstan), Amériques (Uruguay) ; Afrique (Mali) et Asie de l'Est et Pacifique – Asie du Sud (Macao, Chine), accompagnées, pour chacune des deux premières, d'une conférence technique et, pour la dernière, d'un sommet ministériel ;
- l'organisation de deux conférences TOURCOM à Bamako (Mali) en mai et à Rosario (Argentine) en juin, pour les régions du monde concernées ;
- les diverses réunions et activités liées au thème de l'éthique dans le tourisme et au tourisme solidaire (participation à la rencontre sur le tourisme solidaire à Chiapas [Mexique] en avril, réunion du Comité mondial d'éthique à Bangalore [Inde] en juin, séminaire sur l'éthique dans le tourisme en Équateur, précédant immédiatement la présente session du Conseil) ;
- les réunions de divers comités au Siège (Statistiques en mars, Appui à la qualité et au commerce en avril, Programme et Budget et finances en mai) ;
- les diverses réunions et séminaires des Membres affiliés et du Conseil de l'éducation, ainsi que la remise des prix « Ulysses », fin mai début juin à Madrid ;
- les conférences de Jogjakarta (Indonésie) sur « tourisme et culture » en février ; de Vilnius (Lituanie) sur « les conséquences pour le tourisme de l'élargissement de l'Union européenne » en mars, et de Téhéran sur « tourisme et artisanat » en mai ;
- le Groupe de travail établi par l'Assemblée générale pour la prévention des risques et la gestion des crises, qui s'est réuni à deux reprises -à Paris en février et à Madrid début juin- une autre réunion technique s'étant également tenue à Paris en mai. Il est fait rapport sur ce point important et sur la préparation de l'OMT aux conséquences d'une éventuelle pandémie de grippe aviaire, au cours de la présente session du Conseil, laquelle aura à adopter le plan d'actions soumis par le Groupe de travail en la matière.

À l'occasion de la réunion susmentionnée du Comité du programme, a été engagée la préparation du programme général de travail pour les années 2008-2009. Il est souhaité qu'un maximum de pays membres fassent connaître leurs souhaits à cet égard.

La situation financière de l'Organisation en ce début d'année 2006 se présente favorablement. Au 17 mai, 62 pour cent des contributions prévues avaient été reçues (contre 59 pour cent à la même date en 2005) ; 29 pour cent des dépenses avaient été effectuées (comme l'année précédente) et 350.000 euros d'arriérés de contribution avaient été recouverts, soit la moitié du total prévu pour l'année.

### **3. LES PERSPECTIVES POUR L'OMT**

Immédiatement après que les Membres de notre Assemblée générale m'aient fait l'honneur de me réélire pour un nouveau mandat, j'avais exposé à Dakar ce qui me semblait être les trois enjeux pour notre futur proche : mettre définitivement sur les rails notre initiative de lutte contre la pauvreté, compléter notre représentativité, assurer le changement de génération au sein du personnel du Secrétariat.

Ces derniers mois ont vu des progrès significatifs de notre initiative ST-EP. Les membres du Conseil directeur de la Fondation sont désormais en place et se réunissent ; un président par intérim et un directeur ont été nommés ; la procédure a été engagée pour désigner les membres du Conseil des gouverneurs. Tout ceci devrait être acté en marge, puis à l'occasion de cette session du Conseil exécutif. Le Secrétaire général et le Chef du Département du développement durable se sont rendus à Séoul pour vérifier le bon démarrage des activités de la Fondation avec l'appui du Gouvernement de la République de Corée.

Du côté du Secrétariat, les équipes du Service de la coopération technique et du Département du développement durable ont été renforcées avec l'appui du Gouvernement français et de l'Agence de développement des Pays-Bas. Des coordonnateurs ont été installés sur le terrain, en Afrique et en Amérique latine, pour la bonne conduite des projets de développement, et des règles financières édictées pour encadrer leurs interventions. Le Secrétaire général adjoint, M. Taleb Rifai, qui a pris effectivement ses fonctions au mois de février, a reçu la mission de superviser l'ensemble de la mise en place de l'initiative ST-EP. La responsabilité du Conseil exécutif et du Secrétaire général sera de veiller à l'harmonie et à l'unicité de l'ensemble, que les activités ST-EP soient conduites par l'intermédiaire de la Fondation (travaux de recherche, actions de communication et de partenariat) ou exécutées par le Secrétariat lui-même (missions d'identification et exécution des projets).

S'agissant du deuxième défi, celui qui tend à compléter la composition de l'Organisation, il est rappelé que celle-ci comporte désormais 150 membres, compte tenu des quatre adhésions (dont celle du Royaume-Uni) enregistrées au moment de l'Assemblée générale ou décidées par elle.

La tendance se poursuit. Le Tadjikistan, Trinité-et-Tobago et l'Union des Comores ont annoncé leur intention de rejoindre l'OMT. Le Burundi, qui avait envisagé son départ, y a renoncé, mais le problème des arriérés de contribution importants accumulés par ce pays demeure posé. S'agissant des États-Unis d'Amérique, les contacts se poursuivent par différents canaux (gouvernements amis, Membres affiliés américains de l'OMT, Représentation des États-Unis aux Nations Unies, Secrétariat des Nations Unies). À la demande du Sous-Comité des contributions du Sénat, un rapport sur l'intérêt pour les États-Unis et pour leur industrie touristique de rejoindre l'Organisation a été remis par le Département d'État au Congrès. Sa tonalité en est très positive et le Département du Commerce continue d'appuyer positivement la démarche. La décision finale semble désormais buter sur le seul obstacle financier. Le Secrétaire général s'emploie à utiliser ces circonstances –que nous avons largement réussi à provoquer– pour qu'une décision positive intervienne, sans qu'il soit possible dans l'état actuel des choses, de garantir qu'elle interviendra cette année.

Le troisième et dernier défi est celui de la relève de génération qui a commencé au Secrétariat avec le changement récent du Secrétaire général adjoint, et va se poursuivre avec les départs en retraite, cette année, du Représentant régional pour les Amériques, et, l'année prochaine, des chefs de l'Administration, du Marketing, de la Qualité et du Développement durable.

Au-delà de la nécessité d'une relève –par promotions internes des éléments de valeur dont dispose le Secrétariat et par voie d'apports extérieurs qui permettront simultanément de diversifier encore davantage sa composition– se pose le problème de la direction d'une organisation qui a grandi, dont les responsabilités se sont élargies, dont le statut a été rehaussé, et dont la visibilité s'est accrue.

Soyons clairs : l'objectif n'est pas de remplacer l'agilité par la bureaucratie. « *Small is beautiful* », et à bien des égards, c'est grâce à son effectif ne dépassant pas une centaine de personnes, à son mode de gestion relativement centralisé, et à sa capacité à prendre rapidement les bonnes décisions, que notre Organisation s'est singularisée dans le passé. Ceci a pu être vérifié à maintes occasions, notamment lors de la conduite de projets menés conjointement avec d'autres institutions du système, notre capacité de réaction s'étant avérée nettement plus marquée que celle de nos partenaires.

Il convient de maintenir autant que faire se peut, cet avantage compétitif. Mais, dans le même temps, il est certain qu'avec l'accroissement du nombre de membres et du volume des activités, notre modèle de gestion ancien atteint ses limites. L'Institution entre maintenant dans une zone de rendements décroissants. Un besoin de coordination accrue et de meilleure circulation interne de l'information se fait désormais clairement ressentir.

Sans se précipiter et en procédant par étapes, il nous faut savoir évoluer. « *Ne soyez ni obstinés dans le maintien de ce qui s'écroule, ni trop pressés dans l'établissement de ce qui semble s'annoncer* », écrivait fort justement Benjamin Constant. Le moment est sans doute venu où il convient d'introduire progressivement une certaine décentralisation dans la prise de décisions, une meilleure circulation horizontale de l'information, un renforcement des instruments de contrôle et des contre-pouvoirs internes, et des procédures de coordination qui favorisent la coopération inter-services et évitent l'apparition de doubles emplois.

Les années 2006 et 2007 seront donc l'occasion, à la fois, d'un renforcement de l'équipe de Direction du Secrétariat et d'une restructuration de celui-ci, rendue à la fois possible et nécessaire par les changements de personnes à intervenir.

Le Secrétaire général informera le Conseil exécutif de ses intentions en la matière au cours de la présente session. Une première étape est déjà intervenue avec la mise en place d'une équipe, au niveau de la Direction et à celui des services, pour mieux répondre aux situations d'urgence et de crise. Une deuxième étape est prévue en septembre 2006, qui concernera le secteur de la communication et de l'information, les Membres affiliés (où une nouvelle responsable est déjà en fonctions), la Représentation régionale pour les Amériques et le Département du marketing et des techniques de promotion. L'ensemble de la restructuration envisagée devrait être parachevé au second semestre de 2007.